

Renouvellement des actifs et attractivité des métiers, un enjeu clé pour l'avenir des filières d'élevage ?

Fiche **QUESTIONS SUR...** n° 03.12.Q02

juillet 2024

Mots clés : élevage, attractivité, démographie

Face à la crise démographique que connaît l'élevage, renforcer l'attractivité des métiers d'éleveur et de salarié en élevage est un enjeu crucial si l'on veut éviter la dégradation de nos territoires ruraux et l'importation d'une part grandissante de notre alimentation. Il s'agit de progresser conjointement sur l'image des métiers, la facilité d'accès et les conditions de leur exercice.

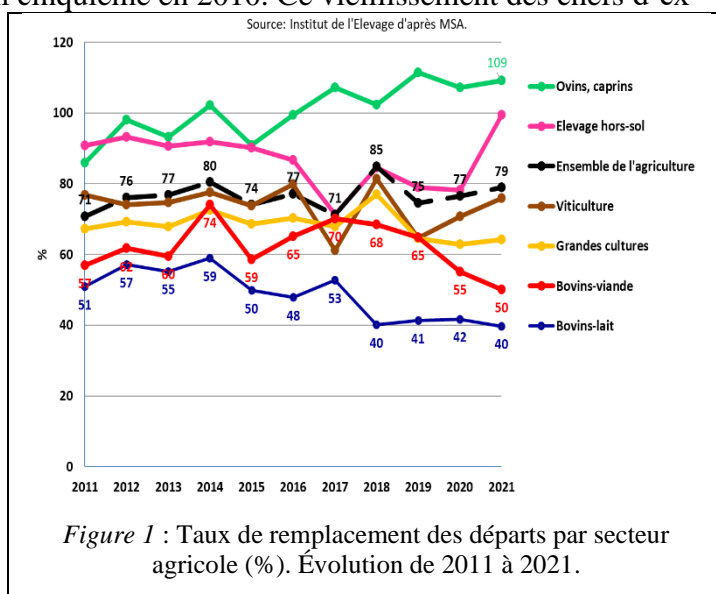
Cette fiche présente une analyse de la situation démographique actuelle, et notamment les enjeux de la féminisation et de l'ouverture des métiers aux nouveaux entrants. Elle décrit l'image de l'élevage auprès des citoyens (en particulier des jeunes), les attentes des personnes susceptibles de s'engager en élevage, les atouts et difficultés des métiers de l'élevage, porteurs de sens mais exigeants en travail et parfois insuffisamment rémunérés. Elle propose ensuite des pistes concrètes de solution pour améliorer la connaissance de l'élevage et faciliter l'accès aux métiers. Elle invite enfin à la réflexion sur ce sujet d'actualité.

Les enjeux démographiques du renouvellement des actifs en élevage

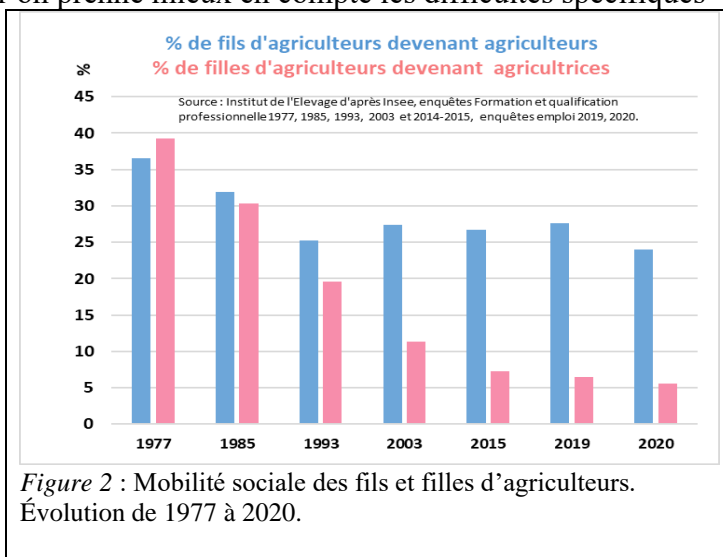
La France métropolitaine a perdu 18 % de ses exploitants entre les recensements de 2010 et 2020. Un quart d'entre eux ont aujourd'hui 60 ans ou plus, contre un cinquième en 2010. Ce vieillissement des chefs d'exploitation se traduit par un nombre important de départs en retraite, donc d'exploitations à reprendre et un besoin de renouveler les actifs agricoles. Dans le secteur de l'élevage, les éleveurs rencontrent des difficultés à transmettre leurs exploitations, avec des différences néanmoins très importantes selon les filières (*Figure 1*). Dans l'ensemble de l'agriculture le taux de remplacement des départs avoisine les 80 %.

Dans le secteur *bovins lait* ou *bovins viande*, le flux d'entrée compense moins d'un départ sur deux. À l'inverse, en élevages de petits ruminants (notamment laitiers) ou de volailles, le taux de remplacement avoisine, voire dépasse les 100 %. Les nouveaux élevages sont alors souvent de taille plus modeste que les élevages sortants, ce qui pose des difficultés d'équilibre des filières et ouvre la porte aux importations. Par ailleurs (cf. *Figure 2*, page 2), la proportion de fils d'agriculteurs qui deviennent agriculteurs est stable et élevée depuis le début des années 1990 (24 % en 2020 contre 25,2 % en 1993), en baisse modérée par rapport à 1977 (36,5 %). Il en va tout autrement pour les filles, dont la mobilité sociale a beaucoup augmenté : 39 % des filles d'agriculteurs étaient agricultrices en 1977, 20 % en 1993 et 5,6 % en 2020.

Le renouvellement des actifs en élevage passe en outre de plus en plus par des installations hors cadre familial : 28 % des coexploitants installés depuis 2010 avec élevage, contre 19 % pour ceux installés avant 2010. Les personnes installées hors cadre familial sont même devenues majoritaires, ou presque, dans les secteurs volailles et caprins ; il s'agit d'ailleurs plus souvent de femmes, ce qui souligne d'autant plus le faible



taux de jeunes femmes s'installant dans le cas d'un cadre familial. Néanmoins, permettre à davantage de femmes d'exercer une activité d'élevage exige que l'on prenne mieux en compte les difficultés spécifiques qu'elles rencontrent pour accéder aux métiers de l'élevage : nécessité de davantage faire leurs preuves que pour les hommes, adaptation du matériel et des équipements, reconnaissance effective du statut, réel accès aux congés de maternité. Les exploitations agricoles s'agrandissent, quelle que soit la filière animale. Les modèles d'exploitation se diversifient, le recours au salariat se développe sous diverses formes : recrutement direct par l'exploitant à temps plein ou à temps partiel, recours à des groupements d'employeurs ou via les Cuma. Environ 30 % des exploitations d'élevage recourent au salariat, salariat qui constitue d'ailleurs parfois une étape dans les carrières avant l'installation.



Une partie des freins au développement du salariat vient des éleveurs eux-mêmes : ils expriment fréquemment des craintes à l'embauche qui concernent soit le manque de candidats de bon niveau, soit leurs propres compétences managériales.

La méconnaissance de l'élevage et de son image nuisent en partie à son attractivité

Les agriculteurs et les éleveurs exercent un métier qui les distingue du reste de la population :

- relation au vivant et à l'animal multidimensionnelle mais en premier lieu productive ;
- imbrication des sphères privées et professionnelle ;
- attachement au territoire par l'ancrage local des exploitations.

Ces singularités expliquent en partie l'éloignement entre la population agricole et le reste de la société. En outre, la part de la population active agricole dans l'emploi total en France est passée de 33 % à environ 3 % entre 1955 et 2010.

Libérés de la crainte de manquer de nourriture, les Français ont peu à peu banalisé l'activité de production alimentaire : aujourd'hui, plus de 50 % d'entre eux considèrent mal connaître l'élevage et les différents modes d'élevage ; certains même découvrent des manières d'élever des animaux dans les médias ou par l'intermédiaire d'actions militantes d'associations. Par ailleurs, depuis les années 1980, le rural est de plus en plus synonyme, pour la société, de campagne, de paysage naturel et de patrimoine à préserver : l'activité agricole n'est plus seulement en recul dans les faits mais aussi dans les représentations. Aussi un décalage fort s'opère aujourd'hui entre les représentations idylliques du rural et du métier d'éleveur et les réalités de l'agriculture, contribuant localement à l'émergence de conflits de voisinage et d'usage.

Pour leur futur métier, les jeunes générations recherchent une forme d'épanouissement et aspirent à une flexibilité en horaires et lieux de travail. De plus, elles envisagent d'être pluriactives au cours de leur carrière professionnelle. Malgré de solides atouts sur l'intérêt du métier et sa proximité avec la nature, les jeunes en cursus général et non issus du milieu agricole méconnaissent souvent les métiers de l'agriculture et y portent rarement de l'intérêt, les percevant comme difficiles et peu rémunérateurs. De plus, les controverses autour de l'activité d'élevage constituent un handicap pour attirer les candidats non issus du milieu agricole.

Les enseignements techniques et agricoles sont par ailleurs souvent assimilés à des formations de second choix. Les jeunes en formation agricole, quant à eux, souhaitent travailler dans un secteur d'activité pour lequel ils ont de l'intérêt et qui soit utile à la société ; à leurs yeux, les métiers de l'élevage possèdent ces caractéristiques, ce qui les rend attractifs. La flexibilité des horaires est vue comme un réel avantage, et ils apprécient la possibilité de travailler à l'extérieur, la relation avec les animaux, l'autonomie, la diversité des tâches, les relations entre pairs et la transformation-vente directe, le cas échéant. En revanche, ceux qui envisagent le métier d'éleveur déplorent le manque de sécurité économique, de rémunération, de temps libre, la difficulté à recruter des salariés ou associés, la lourdeur des charges administratives et les pressions sociétales. Des perspectives d'évolution jugées trop limitées – le métier d'éleveur étant perçu comme un engagement pour la vie – constituent également un frein important à l'attractivité.

Enfin, l'imbrication encore plus forte qu'ailleurs des vies privées et professionnelles est à la fois un atout (souplesse dans la journée de travail) et un frein pour l'exercice du métier d'éleveur.

L'installation en élevage : un parcours complexe et qui manque de lisibilité pour certains porteurs de projets

L'installation est un parcours long et complexe.

Elle peut être aidée financièrement, et accompagnée par un important réseau de structures locales qui offrent une aide précieuse et constituent une source de dynamisme. Mais les porteurs de projet – notamment lorsqu'ils ne sont pas issus du milieu agricole – peuvent éprouver des difficultés à comprendre le parcours et à se faire aider. Si certains candidats abandonnent leur projet au cours de ce parcours, ceux qui s'installent le font le plus souvent de façon durable et avec un bon taux de succès dans leur activité : de 5 à 10 % de cessation d'activité dans les 5 ans pour les moins de 40 ans en bovins, 15 % en ovins-caprins et 18 % en volailles. C'est un atout indéniable, comparé à d'autres secteurs d'activité où le démarrage d'activité, moins encadré et accompagné, conduit à des taux d'échec plus élevés : 40 % en moyenne d'arrêt d'activité dans les 5 ans pour les créations d'entreprises françaises (source Insee).

Si les sources de financement des projets agricoles sont nombreuses et importantes, leur obtention est parfois jugée difficile, d'autant plus qu'avec l'agrandissement des fermes, les fonds nécessaires à la reprise sont devenus substantiels. La recherche du foncier est également une difficulté récurrente pour les jeunes, malgré un prix relativement contenu par rapport à d'autres pays européens, des mécanismes collectifs de régulation et l'implication d'associations qui accompagnent les porteurs de projets. Il existe en outre une inadéquation entre les attentes des porteurs de projets d'élevage et l'offre de reprise actuelle. Les freins rencontrés peuvent être d'autant plus nombreux que le porteur de projet n'est pas issu du milieu agricole, et n'a donc pas la possibilité de s'installer sur une ferme familiale.

Renforcer l'attractivité des métiers de l'élevage : pistes de solutions

Mieux parler d'élevage dans l'enseignement général

La population française connaît assez peu l'élevage et ses filières, car l'enseignement général actuel accorde une place limitée à cette thématique et semble parfois porteur d'idées reçues. Outiller les enseignants constitue ainsi une voie de progrès.

Mieux intégrer les nouveaux profils d'éleveurs non issus du milieu agricole

Les fils et filles d'éleveurs ne seront pas suffisants pour renouveler les actifs travaillant dans les fermes. On observe en parallèle un nombre important de porteurs de projet non issus du milieu agricole, dans les parcours de formation comme dans les points accueil-installation ; ces porteurs construisent un projet de vie, autant qu'un projet professionnel. Ils témoignent souvent chercher une ferme "à taille humaine" qui puisse accueillir leur projet, et leur recherche de fermes de petite taille se heurte à la tendance à l'agrandissement des fermes dans de nombreuses filières au cours de ces dernières décennies.

À la recherche de solutions pour financer le capital des exploitations

Le capital engagé dans les exploitations impacte fortement le revenu des éleveurs les premières années d'installation. Or la France fourmille d'initiatives en matière d'outils financiers pour l'agriculture. Des solutions originales existent aussi dans d'autres secteurs ou à l'étranger. Quelques pistes :

- La location ou le viager des bâtiments peut constituer une solution.
- La mise en commun de matériel est efficace et souvent utilisée.
- La délégation de l'élevage peut être retenue lorsque le bâtiment ou le foncier sont limitants.
- La progressivité du parcours d'installation constitue une piste intéressante. Outre la question de l'acquisition du capital, la phase de salariat peut constituer une transition utile pour affiner le projet d'installation et vérifier la bonne entente entre associés. L'adaptation des outils financiers offre de nombreuses pistes.
- Enfin des solutions de portage du capital d'exploitation existent mais elles sont peu utilisées aujourd'hui par les agriculteurs français.

Des solutions se développent pour faciliter l'accès au foncier

C'est le cas du portage temporaire du foncier par différents acteurs. Ou de l'achat de foncier par des tiers, avec potentiellement des garanties ou un accompagnement apporté aux porteurs par des collectivités territoriales, des associations ou des start-up.

Combiner différentes formes de salariat

À l'avenir, le développement de la sous-traitance et du salariat partagé (au travers de groupements d'employeurs, des services de remplacement et des Cuma) apparaît comme un des leviers pertinents pour répondre aux besoins de main-d'œuvre des exploitations d'élevage, en complément du recours aux salariés embauchés directement dans les élevages.

Accompagner les différents modèles d'avenir

Plusieurs types d'impulsions, en partie contradictoires, conduisent à une diversification des modes de production et des aspirations des nouveaux entrants :

- certains sont en recherche de défi en termes de productivité, de rentabilité et de technicité ; ils sont plutôt d'origine agricole et s'intègrent dans des structures existantes, en association ou avec recours au salariat ;
- d'autres se dirigent plutôt vers des exploitations de petite taille, en vente directe ou avec des produits à haute valeur ajoutée.

Cette diversification d'approches peut constituer un atout pour l'attractivité des métiers de l'élevage, ceux-ci offrant une large palette de solutions : l'insertion progressive dans un Gaec, le salariat à temps partiel ou à temps plein pour un ou plusieurs employeurs, l'installation seul ou à plusieurs dans des fermes conventionnelles ou sur des modèles alternatifs. Cela exige néanmoins que le dispositif de formation, d'accompagnement et de conseil, et, plus globalement, que l'ensemble de la profession, reconnaissent et accompagnent cette diversité de modèles, sachent en parler de manière positive et y intéresser à parité hommes et femmes, issus ou non du secteur.

Anne-Charlotte DOCKES, membre de l'Académie d'Agriculture de France

Ce qu'il faut retenir :

Face à la crise démographique que connaît le secteur de l'élevage, renforcer l'attractivité des métiers est un enjeu majeur pour assurer l'équilibre de nos territoires ruraux comme la souveraineté de notre alimentation. Trois axes de réflexion sont à prendre en compte pour traiter de ce sujet.

1 - L'image des métiers de l'élevage est ambivalente. Les citoyens expriment leur confiance dans les éleveurs, et les métiers sont perçus comme porteurs de sens et de passion, proches des animaux et de la nature, permettant une réelle autonomie de décision. En revanche, la controverse est toujours vive sur les questions de l'environnement, de l'éthique animale ou des modèles de développement. Les métiers sont mal connus du grand public, perçus comme essentiellement masculins, peu rémunérateurs et exigeants en travail.

2 - L'accès aux métiers d'éleveur est très bien balisé et encadré, avec un parcours de formation et d'accompagnement très riche qui limite les échecs de ceux qui en viennent à bout. Mais le parcours est complexe, et n'est ni toujours suffisamment ouvert aux personnes qui ne sont pas issus du milieu agricole, ni adapté pour les projets atypiques. Du côté des salariés, de nombreuses offres d'emploi existent, mais ne sont pas toujours pourvues et connaissent un turnover élevé.

3 - Les conditions d'exercice des métiers présentent des attraits en cohérence avec les attentes des porteurs de projet : porteurs de sens, de valeurs, ils offrent de l'autonomie, et sont en contact avec la nature et les animaux. Toutefois, la question du revenu des éleveurs et de la rémunération des salariés reste essentielle. Ensuite, les conditions de travail souvent difficiles de ces métiers ont tendance à les éloigner des aspirations sociétales en termes de qualité de vie.

Pour en savoir plus :

- E. DELANOUE, M. GELIN, A. CHOUTEAU, A.C. DOCKES, C. ROGUET, R. BAUMONT : *Comment améliorer l'attractivité des métiers des filières d'élevage ? État des lieux et prospective à l'horizon 2035*. INRAE Prod. Anim. 2024, 37 (1), 7951, 2024
- J.N. DEPEYROT, M. PARMENTIER, C. PERROT : *Élevage de ruminants : vers une pénurie de main-d'œuvre ?*, INRAE Productions Animales, 36(1), 18 p.
- Idele, : *L'attractivité du métier d'éleveur de ruminants en question*, Dossier technique de l'Élevage n°7, 2023